

EXCELSIOR

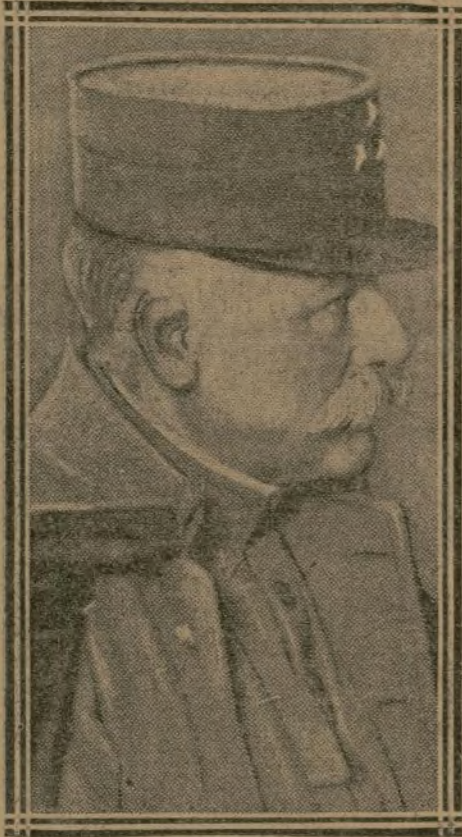
9^e Année. — N° 2.622. — 10 centimes. — Etranger : 20 centimes.

« Le plus court croquis m'en dit plus long qu'un long rapport. — NAPOLEON.

Samedi
19
JANVIER
1918

RÉDACTION & ADMINISTRATION
20, rue d'Enghien, 20 — PARIS (X^e)
Téléphone : Gutenberg 0273 0275 1500
Adresse télégraphique : EXCEL-PARIS
TARIF DES ABONNEMENTS :
France... 3 mois, 10 fr.; 6 mois, 18 fr.; 1 an, 35 fr.
Etranger... 3 mois, 20 fr.; 6 mois, 36 fr.; 1 an, 70 fr.
PUBLICITÉ : 11, B^d des Italiens. Tél. : Cent. 80-88
:: PIERRE LAFITTE, FONDATEUR ::

DEUX GÉNÉRAUX ENTENDUS AU PALAIS



LE GÉNÉRAL SARRAIL

M. Mangin-Bocquet entendit le général Sarrail, au sujet de l'affaire Paix-Séailles; tandis que, dans son cabinet, le lieutenant Bondoux entendait le général Percin au sujet de sa collaboration au "Bonnet Rouge".



LE GÉNÉRAL PERCIN

UN HOMMAGE



L'AVIATEUR NUNGESSER

Notre "as des as" vient de se voir décerner la "médaille de guerre" par l'Aéro Club d'Amérique.

LA "TRIOMPHATRICE" AU FRANÇAIS



L'AUTEUR : M^{lle} LENÉRU

Voici deux grandes et belles artistes que Paris applaudira aujourd'hui à la Comédie-Française. Le talent hautain et sincère de Mlle Lenéru ne pouvait rêver plus noble ni plus sensible interprète que Mme Bartet.



L'INTERPRÈTE : M^{me} BARTE

VISITE A M^{me} CAILLAUX LES "DOCUMENTS DE FLORENCE" AU PALAIS POUR LA VICTOIRE



LE CURÉ DE MAMERS

M^{me} Caillaux a reçu hier la visite du curé de Mamers. L'abbé, frère de lait de M. Caillaux, laissait voir, en sortant du domicile de l'ex-président du Conseil, une vive émotion.



CEUX QUI LES ONT AMENÉS, PHOTOGRAPHIÉS APRÈS L'INVENTAIRE

Hier, à 3 heures, le capitaine Bouchardon a dressé l'inventaire des documents du coffre-fort de M. Caillaux, arrivés de Florence le matin même. La formalité a été accomplie en présence de M. Caillaux. Voici : 1^o le colonel Chiapironi, avocat général près le tribunal militaire de Rome; 2^o le capitaine de Robertis, juge d'instruction près le même tribunal; 3^o le greffier du juge d'instruction; 4^o l'officier d'ordonnance du colonel; 5^o le commandant Julien, commissaire du gouvernement près le 3^e conseil de guerre de Paris.



M. W. THORNE, LEADER SOCIALISTE

M. Will Thorne, un des leaders les plus éloquentes du parti socialiste anglais, mène devant ses électeurs une vigoureuse campagne pour la fin victorieuse de la guerre.

ÉLECTIONS POUR LA CONSTITUANTE



POUR LA PREMIÈRE FOIS LES FEMMES VOTENT

Notre photo montre une scène caractéristique de l'heure à Petrograd. Il s'agit de l'élection des membres de la Constituante et, dans une baraque de vote, rigides et conscientes, les femmes déposent leur bulletin.

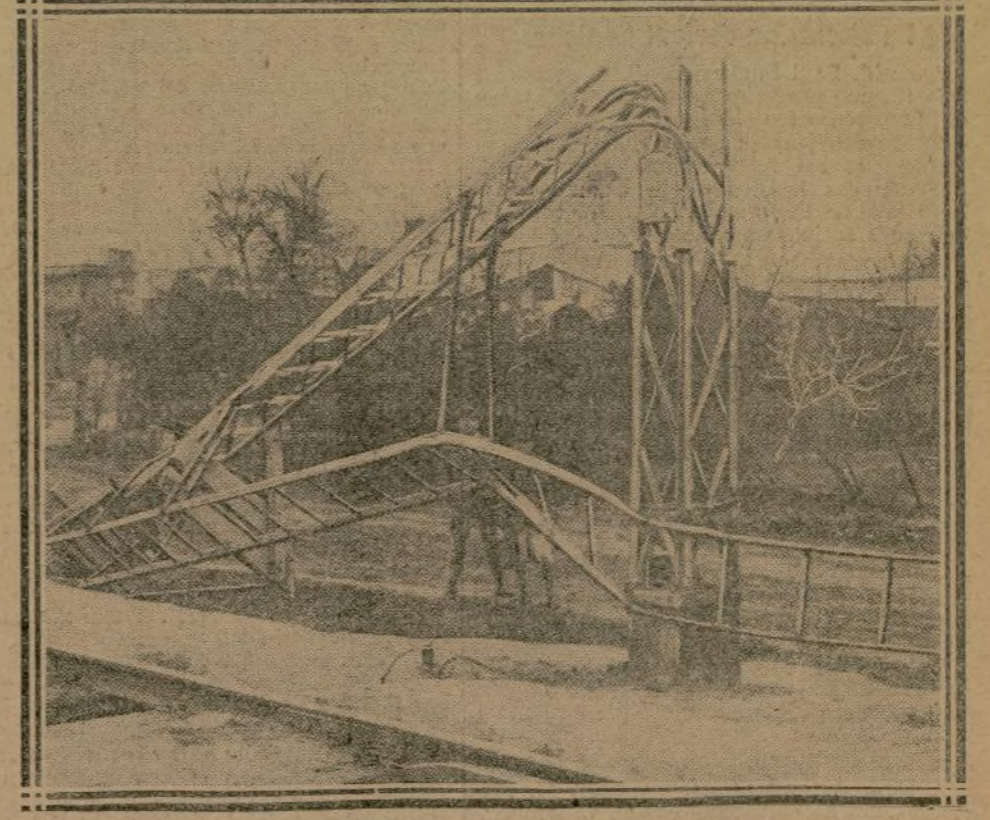
UNE CONDAMNÉE



LA COMTESSE PANINA

Première victime du tribunal révolutionnaire, la comtesse Panina fut une des collaboratrices de Kerensky.

SABOTAGE ALLEMAND EN ARGENTINE



SUR UNE VOIE FERREE : UN SÉMAPHORE DETRUIT

L'Argentine a pu, elle aussi, apprécier la manière allemande! A la suite d'une de ces intrigues où ils excellent, les agents germaniques provoquèrent des grèves assez violentes. Notre photo en fixe un incident.

L'INTERPELLATION SUR LA "PART DU COMBATTANT"

DE TRÈS VIOLENTS INCIDENTS
se produisent à la ChambreFRAPPE PAR M. MAYÉRAS, M. PUGLIESI-CONTI
MENACE LES SOCIALISTES DE SON REVOLVERL'ordre du jour de confiance au gouvernement
est voté par 368 voix contre 118.

Encore une séance fertile en incidents, où les pupitres battirent avec rage et où les apostrophes et les injures amenèrent, sur le tard, des violences regrettables.

M. Pams, ministre de l'Intérieur, avait à répondre à une interpellation socialiste sur « les raisons qui avaient amené le gouvernement à laisser fonctionner l'œuvre de guerre ». La Part du Combattant, en violation de la loi relative aux œuvres qui font appel à la générosité publique. Il



M. MAYÉRAS

M. PUGLIESI-CONTI

(Phot. H. Manuel.)

s'agissait d'une œuvre fondée par l'Action Française.

A ce sujet, l'interpellateur était revenu sur les résultats des perquisitions opérées, sous le ministère Poincaré, dans les bureaux de ce journal et chez deux membres de la Ligue dont il est l'organe, prétendant que les documents trouvés avaient révélé l'existence d'un véritable complot.

Malgré l'échange de quelques propos sans aménité entre les socialistes et la droite, le débat s'était déroulé dans un calme relatif. Le silence fut d'ailleurs complet pendant le discours du ministre de l'Intérieur.

M. Pams à la tribune

M. Pams, que la Chambre écoute toujours avec beaucoup de sympathie, affirma, en débutant, que le gouvernement était l'adversaire résolu de toutes les menées de guerre civile et qu'il les combattait de toute la force de son action. Au sujet de l'œuvre « La Part du Combattant », il indiqua que, répondant à une demande d'explications du député de police, l'administrateur de l'Action Française avait déclaré que la souscription ouverte dans les colonnes de ce journal ne constituait pas une œuvre de guerre soumise à la déclaration prévue par la loi du 30 mai 1916.

A ce moment, le ministre de l'Intérieur dut reconnaître que la loi était incomplète quant aux sanctions et qu'une ambiguïté subsistait. C'est pourquoi le gouvernement décida le dépôt d'un projet nouveau d'autant plus nécessaire que d'autres journaux avaient, tout comme l'Action Française, fait appel à la générosité publique.

M. Pams annonça, d'autre part, que le Conseil des ministres avait décidé de porter à 3 francs l'indemnité de combat. Tous les hommes engagés dans la bataille jouiront de cette indemnité; un sixième leur sera distribué avec le prêt, le surplus sera versé au pécule.

Nous avons également décidé de compenser équitablement les charges de famille des militaires aux armées, sans distinction d'origine ou de grade, dit le ministre de l'Intérieur. Tout ce qui pourra créer une situation meilleure aux soldats, l'Etat le fera!

Très applaudi, M. Pams conclut par un dernier mot sur la censure :

— Je déclare très nettement, dit-il, qu'à cet égard le gouvernement n'a varié en aucune façon : entre la censure et la liberté, il est pour la liberté! La censure politique continuera à ne pas fonctionner, mais il est certain que la liberté doit avoir pour corollaire indispensable l'application stricte des lois!

La discussion devient houleuse

Avec M. Paul Pugliesi-Conti, qui revenait à la tribune pour répondre à MM. Mayéras et Longuet, avec lesquels il avait déjà échangé des paroles assez vives, les apostrophes et les interruptions se mirent à pleuvoir des travées de l'extrême-gauche. Le député de Paris se tourna alors vers ses collègues socialistes :

— Si quelques-uns d'entre vous veulent régler cette question entre eux et moi, à la française, leur dit-il, je tiens des numéros à leur disposition. Mais je les prévins...

Ces paroles déchaînèrent une tempête. Rappelé à la question par M. Deschanel, M. Paul Pugliesi-Conti s'en prit à M. Longuet.

— M. Longuet, dit-il, a eu l'audace insolite de fonder avec dix-neuf collègues un journal en collaboration avec des Allemands qui votent les crédits de guerre contre la France!

— C'est faux, protesta-t-on à l'extrême gauche. Ils sont en prison!

— J'ai également dit, poursuivit M. Pugliesi-Conti, et je le répète que dans des journaux où vos noms figurent en manchettes en compagnie de Boches ou d'Austro-Boches, vous laissez salir la France et pousser au défaitisme.

Le vacarme reprit de plus belle, tandis que le député de Paris accusait encore M. Longuet d'avoir fait l'apologie de Lenine à la veille de la Révolution russe.

— Vous êtes irresponsable! criaient M. Longuet.

A l'extrême-gauche, on menaçait M. Pugliesi-Conti de l'obliger à quitter la tribune.

— Je vous prévins, répliqua-t-il, que je me défendrais par tous les moyens!

M. Renaudel s'écria :

— M. Pugliesi-Conti vient dans les couloirs avec un revolver en poche. C'est ce qu'il appelle se défendre par tous les moyens!

La parole est retirée à M. Pugliesi-Conti

Après deux rappels à la question, la Chambre, consultée, décida que la parole serait retirée à M. Pugliesi-Conti. M. Paul Deschanel se couvrit et suspendit la séance, tandis que le député de Paris refusait de quitter la tribune.

Les tribunes sont évacuées

Les huissiers faisaient évacuer les tribunes publiques quand se produisit un nouvel incident d'une violence inouïe.

Sur les instances de ses amis, M. Paul Pugliesi-Conti venait de consentir à regagner son banc. Il arrivait dans l'hémicycle lorsque M. Mayéras se précipita sur lui à l'improviste et le frappa violemment au visage. Ce fut alors une courte mêlée.

M. Mayéras se dégageait, non sans avoir reçu quelques horions; M. Paul Pugliesi-Conti remontait à la tribune, sur laquelle il plaça son revolver, avec une attitude de défi à l'adresse des socialistes.

De tous côtés s'élevaient des clameurs formidables. A droite on apostrophait M. Mayéras; à gauche et à l'extrême-gauche on montrait le poing à M. Paul Pugliesi-Conti, que quelques amis s'efforçaient d'ailleurs de calmer.

M. Paul Deschanel avait quitté le fauteuil avant l'incident.

Le calme est revenu

A la reprise, une demi-heure plus tard, le calme était quelque peu revenu. On apprenait, toutefois, que M. Paul Pugliesi-Conti avait envoyé des témoins à MM. Mayéras et Longuet.

La Chambre aborda les ordres du jour. Le premier, déposé par M. Faisant, était ainsi conçu :

La Chambre, flétrissant les menées de guerre civile qui tendent à diviser le pays devant l'ennemi, confiante dans le gouvernement pour les réprimer et pour assurer la défense des institutions républicaines par la stricte application de la loi, repoussant toute addition, passe à l'ordre du jour.

Les mots : « La Chambre, flétrissant les menées... » furent votés à mains levées.

A la demande de M. Dalbiez, appuyée par M. René Renoult, le mot « royalistes » fut ajouté au mot « menées » par 494 voix contre 13, aux applaudissements de la gauche et de l'extrême-gauche.

M. Faisant proposa alors d'ajouter après « menées royalistes... » les mots « ou autres... ».

M. Jacques Stern soutint cette proposition, alléguant que toutes les menées contre la République devaient être visées indistinctement. Comme on protestait à l'extrême-gauche, M. Clemenceau, qui s'était déjà prononcé contre le caractère limitatif que M. Dalbiez voulait donner à l'ordre du jour, déclarait nettement :

— Le gouvernement refuse de faire une distinction quelconque entre les ennemis de la République. Nous posons la question de confiance sur les mots « ou autres ». Si la Chambre repousse cette addition, nous saurons ce que nous avons à faire!

Les mots « ou autres » furent adoptés par 368 voix contre 118 après pointage.

L'ensemble de l'ordre du jour de M. Faisant fut ensuite adopté à mains levées. Il était neuf heures et demie du soir.

Séance jeudi.

Léopold BLOND.

M. Pugliesi-Conti envoie des témoins
à MM. Mayéras et Longuet

On nous communique le procès-verbal suivant :

M. Pugliesi-Conti, ayant été frappé par M. Mayéras, a chargé deux de ses amis, MM. Bienaimé et de Castelnaud, de demander à M. Mayéras des excuses et de lui remettre une réparation par les armes.

Les quatre témoins se sont immédiatement réunis.

Ceux de M. Pugliesi-Conti ont exposé que leur client avait, à l'issue d'une séance tumultueuse de la Chambre, été giflé par derrière par M. Mayéras; que, dans ces conditions, ils étaient chargés de lui demander en son nom une réparation par les armes.

MM. Cachin et Vallière, après avoir formulé les plus expresses réserves au nom de leur client sur le fait que M. Pugliesi-Conti aurait été frappé par derrière, déclaraient que M. Mayéras se refusait à accorder à celui-ci la réparation par les armes qu'il demandait en raison de ce que M. Pugliesi-Conti a d'abord, avec préméditation, outragé l'ensemble de ses collègues et les institutions parlementaires elles-mêmes, puis a tiré son revolver de sa poche au cours de l'incident.

Les témoins de M. Pugliesi-Conti ont observé, au nom de leur client, que celui-ci n'a tiré son revolver de sa poche qu'après l'agression et n'a prononcé de paroles vives qu'en réponse à des violences de langage dont il était l'objet.

Ils déclarent que, devant le refus formel de M. Mayéras, ils considèrent leur mission comme terminée.

Le 18 janvier 1918.

Pour M. Mayéras :

MM. CACHIN et VALLIÈRE.

Pour M. Pugliesi-Conti :

MM. BIENAIMÉ et DE CASTELNAUD.

Les témoins de MM. Pugliesi-Conti et Longuet se réunissent aujourd'hui

M. Paul Pugliesi-Conti a chargé, d'autre part, MM. Vieillard et Ernest Flaminio de demander des explications ou une réparation par les armes à M. Jean Longuet, toujours à l'occasion des incidents de la séance d'hier.

M. Longuet a désigné MM. Mistral et Dalbiez pour le représenter.

Les quatre témoins se réuniront aujourd'hui.

CE QUE PENSE
M. ANATOLE FRANCE
DE L'ART POÉTIQUE
CONTEMPORAIN

Il le dit dans la préface d'un volume de vers de M^{lle} Simone de Caillavet, prêt à paraître.

Sous ce titre : Les Heures Latines, notre collaboratrice va publier un recueil poétique où la guerre et l'amour sont chantés avec une rare sensibilité d'expression. Elle veut bien nous communiquer, avant la mise en vente de son ouvrage, les pages que M. Anatole France a écrites pour présenter la jeune poétesse au public. Nous donnons, ici, le passage essentiel de cette préface inédite.

C'est un vieux préjugé de croire qu'on se gâte la main à écrire dans les journaux. On y acquiert au contraire de la souplesse, de l'aisance et cette facilité sans laquelle la phrase ne joue pas bien et ne sourit pas. C'est une bonne école, quoi qu'on ait dit. Au temps jadis on ne s'y mettait pas; mais on écrivait beaucoup de lettres et de longues lettres; les femmes surtout se livraient à un grand commerce épistolaire et s'y délectaient les doigts. Je ne vois pas qu'il soit plus mauvais de faire des chroniques que d'écrire des lettres. Si la langue s'altère, ce n'est pas la faute des journaux, mais celle du temps, « ce vieillard sans amour » qui détruit tout et de préférence ce qui est beau.

Les chroniques de M^{lle} de Caillavet sont bien écrites; la raison s'y montre avec agrément; elles rappellent par le ton, l'élégance et la bonne tenue, celles du vicomte de Launay, dont certainement elle n'a jamais entendu parler.

Mais c'est la poétesse dont seule j'ai à vous entretenir ici. Elle écrit en vers à une époque de liberté poétique. Il fut des temps où des règles sévères, renfermées en un code unique, s'imposaient au peuple des rimeurs. Il fut d'autres temps où l'on pouvait choisir entre deux écoles, l'ancienne et la nouvelle; c'était une situation également fautive et difficile pour un jeune poète d'entrer dans l'ancienne école et pour un poète mûr de passer dans la nouvelle; et quiconque ne franchissait ni l'un ni l'autre seuil errait comme une ombre vaine dans des régions obscures. Rien de semblable à cette heure autant qu'il me semble. Je puis me tromper, car je vois ces choses d'un peu loin. Retiré depuis longtemps de la mêlée, assis sur les portes closes avec ceux de mon âge, je ne distingue plus bien le mouvement des chars, les invectives des combattants, les éclairs des lances. Je ne sais plus bien enfin ce qui se passe dans la République des lettres où j'ai longtemps vécu. Mais il apparaît qu'en ce moment tout y est permis en poésie et qu'il n'est point de sorte de vers qu'il ne soit licite de faire, depuis la vers classique tel qu'il fut ordonné par Malherbe, jusqu'au vers libre soumis seulement aux lois mystérieuses de l'inspiration. Que dis-je? Une poésie naît qui confine au cubisme et consiste dans la direction des lignes et la proportion des lettres sur une page! De toutes ces manières lyriques aucune ne prédomine et la plupart subsistent. La preuve que le public, en cette matière, se montre fort éclectique c'est que visiblement il partage, à l'heure présente, sa faveur entre deux poètes morts, Baudelaire et Verlaine, qui diffèrent l'un de l'autre autant qu'il est possible. Quel contraste! Le sobre Baudelaire, à qui suffit pour exprimer ses imaginations les plus neuves le vieux vers de Boileau, et Verlaine, bizarre et musical, inventeur d'une prosodie nouvelle.

Cette anarchie (qu'on ne s'effraie pas du mot) a ses inconvénients, comme par exemple de donner aux poètes des facilités dont ils sont tentés d'abuser, s'il est vrai que

ils sont tentés d'abuser, s'il est vrai que

ils sont tentés d'abuser, s'il est vrai que

ils sont tentés d'abuser, s'il est vrai que

ils sont tentés d'abuser, s'il est vrai que

ils sont tentés d'abuser, s'il est vrai que

ils sont tentés d'abuser, s'il est vrai que

ils sont tentés d'abuser, s'il est vrai que

ils sont tentés d'abuser, s'il est vrai que

ils sont tentés d'abuser, s'il est vrai que

ils sont tentés d'abuser, s'il est vrai que

ils sont tentés d'abuser, s'il est vrai que

ils sont tentés d'abuser, s'il est vrai que

ils sont tentés d'abuser, s'il est vrai que

ils sont tentés d'abuser, s'il est vrai que

ils sont tentés d'abuser, s'il est vrai que

ils sont tentés d'abuser, s'il est vrai que

ils sont tentés d'abuser, s'il est vrai que

ils sont tentés d'abuser, s'il est vrai que

ils sont tentés d'abuser, s'il est vrai que

ils sont tentés d'abuser, s'il est vrai que

ils sont tentés d'abuser, s'il est vrai que

ils sont tentés d'abuser, s'il est vrai que

ils sont tentés d'abuser, s'il est vrai que

ils sont tentés d'abuser, s'il est vrai que

ils sont tentés d'abuser, s'il est vrai que

ils sont tentés d'abuser, s'il est vrai que

ils sont tentés d'abuser, s'il est vrai que

ils sont tentés d'abuser, s'il est vrai que

ils sont tentés d'abuser, s'il est vrai que

ils sont tentés d'abuser, s'il est vrai que

ils sont tentés d'abuser, s'il est vrai que

ils sont tentés d'abuser, s'il est vrai que

ils sont tentés d'abuser, s'il est vrai que

ils sont tentés d'abuser, s'il est vrai que

ils sont tentés d'abuser, s'il est vrai que

ils sont tentés d'abuser, s'il est vrai que

ils sont tentés d'abuser, s'il est vrai que

ils sont tentés d'abuser, s'il est vrai que

ils sont tentés d'abuser, s'il est vrai que

ils sont tentés d'abuser, s'il est vrai que

ils sont tentés d'abuser, s'il est vrai que

ils sont tentés d'abuser, s'il est vrai que

ils sont tentés d'abuser, s'il est vrai que

ils sont tentés d'abuser, s'il est vrai que

ils sont tentés d'abuser, s'il est vrai que

ils sont tentés d'abuser, s'il est vrai que

ils sont tentés d'abuser, s'il est vrai que

ils sont tentés d'abuser, s'il est vrai que

ils sont tentés d'abuser, s'il est vrai que

ils sont tentés d'abuser, s'il est vrai que

ils sont tentés d'abuser, s'il est vrai que

ils sont tentés d'abuser, s'il est vrai que

ils sont tentés d'abuser, s'il est vrai que

LE CONTENU DU COFFRE-FORT DE M. CAILLAUX

LES DOCUMENTS DE FLORENCE
sont arrivés hier à ParisDES OFFICIERS DE LA MAGISTRATURE ITALIENNE
LES ONT APPORTÉS AU PALAIS DE JUSTICEM. Bouchardon rompt les scellés des dossiers
en présence de M. Caillaux.

L'événement de la journée, ce fut, hier matin, l'arrivée à Paris de la malle renfermant le contenu du coffre-fort loué par M. Caillaux, à Florence, à la Banca di Sconto.

A 10 h. 45, on vit pénétrer au Palais, par la grille d'honneur, trois automobiles militaires qui vinrent se ranger dans la cour, près du Perron.

Ces trois automobiles arrivaient de la gare de Lyon. Deux d'entre elles transportaient les représentants de la justice italienne et les inspecteurs de la police judiciaire; la troisième contenait une malle en cuir de taille moyenne dans laquelle se trouvaient enfermées les pièces saisies par les autorités italiennes à Florence.

La malle était escortée par plusieurs officiers italiens, dont le colonel Chiaproni, avocat, chef du tribunal militaire de Rome, ayant juridiction sur toute l'Italie, et le capitaine de Roberti, qui, en sa qualité de juge d'instruction, opéra l'ouverture du coffre-fort à Florence.

Ces magistrats furent reçus à leur arrivée par M. Herbet, directeur au ministère des Affaires étrangères; le commandant Potier, de la justice militaire; M. Mornet, avocat général et commissaire du gouvernement près le 3^e conseil de guerre; M. Prieol, commissaire de police du camp retranché de Paris, et deux autres officiers; enfin, M. Mercadier, secrétaire de M. Prieol, et plusieurs inspecteurs de la Sûreté étaient également présents.

Deux inspecteurs s'empressèrent auprès de l'automobile et en sortirent la malle. Elle apparut entourée d'une chaîne assez forte dont les extrémités se trouvaient réunies par un cadenas à secret. Sur l'une des faces de la malle, une plaque de cuivre portait ces mots : « Ambassade de France à Rome ».

Quelques minutes, et la malle était déposée dans le cabinet du capitaine Bouchardon.

M. Prieol dressa un procès-verbal de remise et la valise diplomatique fut ouverte par le lieutenant Mornet.

Les personnes présentes constatèrent que les papiers renfermant les valeurs et les documents portaient, dûment étiquetés, des scellés intacts.

Ouverture des scellés en présence
de M. Caillaux

Dans l'après-midi, vers 2 heures 1/2, M. Caillaux fut amené au Palais par M. Prieol, commissaire du camp retranché, et trois inspecteurs. Par l'escalier du Petit Parquet, l'ancien président du Conseil fut conduit dans la salle des délibérations où se tenaient le capitaine Bouchardon et les magistrats italiens.

Les scellés, qui, de la valise diplomatique avaient passé dans le coffre-fort du capitaine Bouchardon, furent apportés par les plantons du greffe.

Immédiatement, en présence de M. Caillaux, il fut procédé à leur minutieux inventaire, opération qui se prolongea jusqu'à 7 heures 20 sans être achevée.

A la demande des magistrats italiens, fatigués par le voyage qu'ils venaient d'effectuer, la suite de l'inventaire fut renvoyée à cet après-midi.

Nous avons pu savoir que les titres trouvés dans le coffre-fort de la Banca di Sconto ont été vérifiés, quant à leur nombre exact; la valeur en sera établie par les soins de l'expert Doyen.

Les bijoux feront également l'objet d'une expertise.

Quant aux documents, qui ont été pour la plus grande partie inventoriés, nous n'avons rien pu connaître de leur teneur.

A sept heures et demie, M. Caillaux, escorté comme à sa venue, a, par le même chemin, regagné son automobile qui l'attendait dans la cour de la Sainte-Chapelle pour le ramener à la prison de la Santé.

Avant son départ du Palais, nous avons pu avoir un court entretien avec le capitaine Bouchardon, qui se borna à répondre par « oui » ou par « non » à nos multiples questions.

Quant au colonel Chiaproni, après quelques mots très courtois à l'adresse de la France, il s'excusa de ne pouvoir fournir le moindre détail sur ce qui venait de se passer pendant quatre heures dans le cabinet du capitaine Bouchardon.

— Vous comprendrez, déclara-t-il, que nous soyons tenus à la plus grande discrétion, ne fût-ce que par égard envers les magistrats français.

Ajoutons que, dans la matinée, le capitaine Bouchardon avait entendu le général Humbel, écrivain militaire, qui était venu déposer dans l'affaire Caillaux.

UNE LETTRE DES DÉFENSEURS
DE M. CAILLAUX

MM^{es} Demange et Cecaldi ont adressé hier à M. Clemenceau, ministre de la Guerre, la lettre suivante :

Monsieur le ministre,

Des faits et des documents qui n'appartiennent qu'à l'instruction et qui auraient dû demeurer secrets pour toutes les personnes étrangères à l'instruction ont été déformés, falsifiés, puis publiés avec un caractère officiel.

Le silence que nous nous sommes imposé, par devoir professionnel, ne nous permet guère de participer aux polémiques. Il ne saurait être, cependant, un obstacle à cette demande qui tend à assurer à la défense et à M. Caillaux la protection à laquelle ils ont droit.

L'interrogatoire de M. Caillaux que des journaux ont publié entre guillemets en l'authentifiant par des demandes et des réponses, constitue, vous le savez bien, un faux matériel. De même, vous ne pouvez laisser ignorer à l'opinion publique que la prétendue variation sur l'existence du coffre-fort de Florence constitue un autre faux matériel.

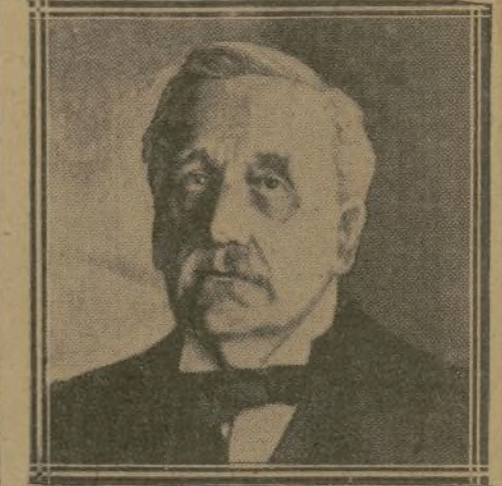
Pour ce coffre-fort, le capitaine Bouchardon a eu spontanément, et sur notre insistance, tous les renseignements qu'il pouvait désirer et a consigné au procès-verbal ceux qui l'ont intéressé. Il aurait eu d'autres renseignements s'il les avait

désirés sur les autres coffres-forts parce que M. Caillaux a offert de les livrer.

Depuis, et à cause même de cette spontanéité, il semblait, puisque notre client n'a pas été représenté à l'ouverture du coffre-fort, qu'on lui épargnerait à la fois le ridicule d'un roman sans cesse plus extravagant et l'odeur des discussions que suscite l'existence de quelques litres au pécule.

Dans ce coffre-fort, qui a été loué en 1916 seulement, au nom de Mme Raynaud, que de choses n'aurait-on pas trouvées?

Est-ce dans le but d'influencer l'opinion na-



M. MARTINI

l'ex-ministre italien, qui a été avisé qu'il sera, sous peu, interrogé sur commission rogatoire du capitaine Bouchardon, au sujet de la conversation qu'il eut, l'an dernier, à Rome, avec M. Caillaux.

blique? Est-ce pour aggraver encore le prétendu mystère des titres que l'autorité italienne a refusé de délivrer à la banque une copie du procès-verbal de saisie? Quelles que soient les intentions qu'on ait eues, il n'est pas possible qu'on puisse accablér plus longtemps certaines légendes. Il n'y avait dans le coffre-fort ni 3, ni 2, ni 1 million de valeurs; il n'y avait ni 500.000 francs, ni même 30.000 francs de bijoux; il n'y avait pas davantage 500.000 francs en espèces comme on le prétend ce matin encore. Vous, le chef de la justice militaire, vous connaissez la vérité. Vous ne pouvez ignorer non plus que M. Caillaux a déclaré toute sa fortune à l'impôt sur le revenu, puisque vous avez à votre disposition le rôle correspondant à sa déclaration.

Ignorez-vous qu'un coupon n'a été payé en Italie? Lorsque M. Caillaux a pris l'initiative de demander que, dans le délai le plus bref, fussent déterminées l'origine et l'importance de sa fortune et de la fortune de sa femme et qu'un expert fût nommé, il n'imaginait pas qu'on pût entreprendre la campagne de journaux qui est dirigée contre lui?

L'AVÈNEMENT

PAR MICHEL SORBIER

Le 1^{er} août 1914, le colonel Le Hamon, qui, depuis deux ans, tenait garnison à Paris, embrassa tendrement sa femme et son fils avant de partir pour la guerre.

Mme Le Hamon, toute frêle, ne put retenir ses larmes. C'était une petite femme à la santé délicate, et qui s'était, une fois pour toutes, remise tout entière entre les mains de son mari, dont elle avait fait son Dieu. Charmante, mais sans énergie ni volonté, elle avait laissé Le Hamon tenir seul les rênes de son ménage.

Redoutant la tendre faiblesse d'Emma pour le petit Georges, Le Hamon avait exigé qu'on mit le bébé pensionnaire au collège dès l'âge de neuf ans.

Le jour de la mobilisation, l'enfant venait d'avoir treize ans.

Quand la porte se fut refermée sur le colonel, Mme Le Hamon saisit son fils dans ses bras et se mit à sangloter; mais Georges, enfouissant ses ongles dans ses paumes, retint ses propres larmes, et ce fut d'une voix assurée qu'il dit :

— Père va commander son régiment; il ne faut pas pleurer, petite mère...

Presque au début de la campagne, le colonel Le Hamon avait été promu général. En 1916, à Verdun, il était tué net par un éclat d'obus pendant qu'il visitait une tranchée.

Désespérée et comme folle, Emma Le Hamon avait été recueillie par de vieux amis qui vivaient à la campagne.

Elle revint à Paris au moment des vacances pour recevoir son fils. Georges continuait à y travailler; il venait d'atteindre ses quinze ans et voulait demander une dispense d'âge pour passer en octobre ses deux baccalauréats et se préparer à Saint-Cyr.

Mme Le Hamon trouva sa maison dans un complet désarroi. Elle n'avait pas voulu, par humanité, congédier ses domestiques; ils vivaient maintenant en maîtres et prétendaient continuer.

La pauvre Mme Le Hamon n'était pas de taille à se défendre.

Georges Le Hamon est revenu du collège dans la journée, il a dîné avec sa mère.

Après le dîner, Octavie, la cuisinière, vient demander obséquieusement les ordres pour le lendemain; en même temps, pour le principe, elle tend à Mme Le Hamon son livre de dépenses.

D'ordinaire, Mme Le Hamon ne l'examine même pas, car faire un reproche est au-dessus de ses forces. Ce soir, comme son fils est auprès d'elle, elle se sent plus d'audace, elle regarde, mais tout de suite elle gémit :

— Oh !... ça, c'est trop fort, ma fille !... vingt francs de viande hier !... et j'étais seule !...

Octavie a pris un air mauvais :

— Si Madame me soupçonne...

Mais Georges s'est emparé du livre, et voilà qu'il en tourne les pages :

— Mais, maman !... Ces gens-là te volent !

Et se tournant vers Octavie :

— Faites-moi venir tout de suite Albert et Florence, ordonne-t-il.

Georges est debout, il se dresse dans sa petite taille; bien serré dans son veston noir, ses jarrets tendus dans les leggings, il attend, un peu pâle, mais le regard décidé.

Albert est entré le premier. La cuisinière l'a déjà prévenu que le jeune Le Hamon faisait mine de s'occuper de ce qui ne le regardait pas, et le domestique prend les devants :

— Je dois prévenir Madame que nous n'accepterons d'ordres ici que de Madame. Mais Georges Le Hamon a déjà bondi :

— Et moi, mon garçon, je vous préviens que Madame ne vous en donnera plus ! C'est moi qui commande.

— Avez-vous vu ce gamin !... ricane Florence qui vient d'entrer.

— Vous allez le voir tous les trois; il n'y a plus qu'un seul maître ici : moi, le fils du général Le Hamon, tué à l'ennemi... et je le remplace ! Quant à mes ordres, voici : je vous donne un quart d'heure pour avoir mis vos hardes dehors et vous avec !

Emma Le Hamon frémit. Est-ce bien son fils qui a parlé ? C'est la voix même du général, ce sont ses gestes et c'est la même autorité indiscutable.

Si indiscutable que, au moment où l'enfant avance vers ses ennemis, ses ennemis médusés, stupéfaits, reculent. Il a étendu le bras vers la porte ouverte; une telle résolution brille dans ses yeux, que les autres prennent peur.

C'est en grommelant qu'ils sortent.

— Oh !... mon Georges, s'écrie Mme Le Hamon qui est encore toute tremblante, tu as osé faire cela !

— Allons donc !... reprend Georges en entourant sa mère de ses bras. Il te reste tout de même quelqu'un pour te défendre !... Seulement, toi, ne dis plus rien... laisse-moi faire ! Tu ne sais pas, toi !

En un instant Georges s'est affirmé, c'est un ordre encore qu'il vient de donner à sa mère.

Cependant la veuve sent sa petite main serrée dans une main plus petite encore, mais singulièrement nerveuse et forte, et elle regarde son enfant de quinze ans, stupéfaite et extasiée. Elle est prise d'une admiration sans borne et envahie par un besoin de soumission heureuse.

Elle a retrouvé le maître qui va la protéger, et déjà elle se sent toute prête à obéir.

MICHEL SORBIER.



LA CONSTITUANTE POURRA-T-ELLE SIÉGER A PETROGRAD ?

S'ils n'y ont pas la majorité, les maximalistes sont décidés à dissoudre l'assemblée.

STOCKHOLM, 18 janvier. — On mande de Petrograd que l'Assemblée constituante sera probablement ouverte par M. Lenine lui-même, d'après une information officielle du gouvernement maximaliste.

Immédiatement seront soumis à l'Assemblée les projets suivants : 1^o Reconnaissance du gouvernement maximaliste ; 2^o Reconnaissance de la proclamation agraire du gouvernement ; 3^o Reconnaissance de la politique de paix du gouvernement ; 4^o Reconnaissance des mesures prises par le gouvernement à l'égard des exploitations industrielles et des banques ; 5^o Résolution en faveur de nouvelles élections dans les provinces.

Si ces divers projets sont rejetés, le palais sera fermé et les députés partis du gouvernement se réuniront immédiatement à l'Institut Smolny.

Dans les milieux maximalistes, on considère que la situation tout entière repose sur l'attitude des députés ukrainiens, dont à l'heure actuelle 41 sont élus et dont le nombre total atteindra sans doute 80.

Les maximalistes affirment que, s'ils peuvent les rallier à leur cause, il y aura dans la Constituante une majorité gouvernementale.

Si cette majorité n'est pas constituée et si les maximalistes sont contraints de dissoudre l'Assemblée, ceux des membres qui n'approuvent pas M. Lenine ont l'intention de se réunir, soit à la caserne du régiment Préobrazhensky, qui ne reconnaît pas le pouvoir des bolcheviks, soit dans certaines usines dont le personnel est favorable aux socialistes révolutionnaires.

D'autre part on apprend que le Soviet a pris des mesures afin de prévenir toute action de la Constituante pour se saisir du pouvoir.

Plusieurs navires de guerre sont entrés dans la Néva; des détachements d'ouvriers, de soldats et de paysans ont été constitués; d'autres sections d'ouvriers ont été armées et sont prêtes à soutenir l'action des régiments dévoués aux bolcheviks.

Certains rumeurs signalent la présence, dans la capitale, de MM. Savinkov, Kerensky et Filonenko. Plusieurs centaines de marins sont arrivés de Cronstadt et d'Helsingfors.

Les pourparlers de paix seront-ils transférés à Varsovie ?

LONDRES, 18 janvier. — Suivant le correspondant de Petrograd des *Daily News*, la nouvelle aurait été reçue à l'Institut Smolny que les négociations de paix auraient été transférées dans la zone neutre. C'est Varsovie qui a été choisie.

Les Austro-Allemands, on s'en souvient, avaient déclaré qu'ils accepteraient le transfert du lieu des négociations le jour seulement où il serait question de discuter les dernières conditions de la paix. Ce jour ne paraît pas être venu; il faut par conséquent accueillir cette dépêche en formulant les plus expresses réserves.

La « Journée » du tabac

Il faut en convenir aujourd'hui : le secret fut bien gardé de cette augmentation du prix des tabacs; il y avait plus de huit jours déjà que tous les agents de l'administration des contributions directes étaient au courant de ce qui se tramait contre les fumeurs.

Dès hier matin, conformément aux instructions reçues, les contrôleurs réclamaient aux débiteurs une déclaration des quantités de tabacs restant en leur possession.

La rareté des produits manufacturés simplifia les formalités; sur les quelques paquets restant en magasin les anciens prix furent biffés et remplacés par les nouveaux.

Mais des livraisons assez importantes de cigarettes ont été faites hier, aux anciens tarifs; les amateurs firent patiemment la queue pour profiter de l'aubaine. Aussi n'y en eut-il pas pour tout le monde.

L'augmentation imposée aux tabacs ordinaires entraîne, nous l'avons dit, celle des tabacs supérieurs, cigares et cigarettes; l'élevation sera variable, selon le prix de revient des produits qui les composent. L'administration se préoccupe d'établir les nouveaux prix. Jusqu'à ce que ce travail soit terminé, ces produits continueront à être vendus aux chiffres actuels.

Un décret étendra prochainement aux tabacs de toutes sortes le nouveau régime fiscal.

NOUVELLES BRÈVES

Incendie dans une mine anglaise. — Un incendie a éclaté avant-hier matin dans les mines souterraines des charbonnages de North Seaton, près de Newcastle. On a pu sauver 230 personnes parmi lesquelles se trouvaient des enfants.

LES COMMUNISTIQUES OFFICIELS

Front français

14 HEURES. — Canonnade intermittente en quelques points du front.

En Champagne, deux coups de main ennemis tentés dans la nuit du 16 au 17 sur nos petits postes de la région des Monts sont restés sans succès.

AVIATION. — Dans la journée du 16, un avion allemand a été abattu par le tir de nos canons spéciaux.

23 HEURES. — Nos feux ont dispersé des détachements ennemis qui tentaient d'aborder nos lignes dans la région à l'ouest de l'Oise.

Lutte d'artillerie assez vive au nord de Chavignon, et, sur la rive droite de la Meuse, dans le secteur de Bezonvaux.

Front britannique

13 HEURES. — Aucun événement important à signaler sur l'ensemble du front.

20 HEURES 45. — Rien à signaler, en dehors de l'activité habituelle de l'artillerie vers Lens et Ypres.

Front italien

Sur l'ensemble du front, courtes actions d'artillerie et activité limitée de patrouilles.

Notre artillerie a concentré son feu sur l'arrière du col Caprile et du col de la Berretta.

L'artillerie ennemie a été plus active contre les pentes sud-orientales du Montello; elle a été contre-battue par des batteries anglaises, qui ont atteint également des troupes en marche entre Mina et Camarogio.

Sur les pentes méridionales du Sasso-Rosso et sur les pentes septentrionales du mont Rolan et du mont Solarolo, des patrouilles ennemies ont été repoussées à coups de grenades.

Dans les actions accomplies au cours des journées des 14, 15 et 16 janvier, dans la zone du mont Asolone et à l'ouest de Caposilo, nous avons capturé au total 13 officiers, 478 hommes de troupe, 18 mitrailleuses et deux lance-bombes.

Front de Macédoine

(17 janvier). — Activité d'artillerie réciproque à l'ouest du Vardar et dans la boucle de la Cerna.

Dans la région du Skumbi, une reconnaissance ennemie a été repoussée après un combat à la grenade.

" L'ANGLETERRE N'A D'AUTRE ALTERNATIVE QUE DE CONTINUER OU DE DISPARAITRE "

Ainsi s'est exprimé M. Lloyd George prononçant un discours devant les délégués des Trade-Unions.

M. Lloyd George a prononcé hier un nouveau discours devant les délégués des Trade-Unions. Après avoir parlé de la question des effectifs, le premier ministre anglais a montré que l'Angleterre était en présence d'un dilemme absolu : ou continuer la guerre ou disparaître.

En effet, l'Allemagne n'a répondu que par le silence de son gouvernement et par les déclarations de sa presse aux conditions de paix modérées que M. Lloyd George avait apportées le 5 janvier. C'est l'état-major, le parti militaire et les pangermanistes qui commandent en Allemagne. C'est l'annexionnisme qui triomphe. Dans ces conditions, toute idée de paix de conciliation est chimérique, et les Alliés n'ont plus qu'à poursuivre la lutte s'ils ne veulent pas être rayés de la liste des nations.

Telle a été la conclusion de M. Lloyd George, et, par ses représentants, la classe ouvrière organisée d'Angleterre l'a approuvée. On peut dire que, de nouveau, et comme au 4 août 1914, l'Allemagne déclare la guerre au monde. Ce défi, l'Empire britannique vient de le relever. — J. B.

LONDRES, 18 janvier. — Dans le discours qu'il a prononcé aujourd'hui devant les représentants des Trade-Unions, au Central Hall, M. Lloyd George, après avoir remercié les travailleurs de la franchise de leur attitude envers le gouvernement, a déclaré :

« Je suis persuadé que vous tous qui êtes ici vous croyez du fond de votre cœur que les buts de guerre approuvés dans la grande conférence travailliste récente représentent le minimum de justice que nous pouvons accepter. Si nous ne triomphons pas des forces armées de l'Allemagne, si nous ne résistons pas à la puissance militaire prussienne, y a-t-il un homme ici qui, ayant tout son bon sens, croie un seul instant que nous puissions réaliser la moindre partie de ces buts de guerre ? Essayez donc d'aller

épouser un tel chèque à la Banque Hindenburg et vous verrez comment vous serez payés ! Quoi qu'en disent les orateurs pacifistes, l'empereur d'Allemagne, ni Ludendorff, ni aucun autre de ces potentats ne vous donnera satisfaction, si vous n'avez point la force d'exiger la réalisation de vos vœux. »

Ensuite, le premier ministre parla de l'accueil fait à son précédent discours et à celui du président Wilson, et constata leur communisme d'idées générales.

Après avoir affirmé que parmi les buts de guerre de l'Angleterre figure toujours la réparation de l'injustice commise envers l'Alsace-Lorraine, M. Lloyd George a rappelé qu'il avait proposé de ne pas rendre la Mésopotamie et la Palestine à l'oppression turque, et que, à cette proposition, l'Allemagne a répondu qu'elle continuerait la guerre jusqu'à la restitution de ces pays à la Turquie.

Le premier ministre a conclu qu'en présence de l'attitude des puissances centrales, et plus particulièrement de l'Allemagne, l'Angleterre n'a qu'à faire son devoir en fournissant les hommes nécessaires pour soutenir la lutte, car, a-t-il ajouté, « si nous ne tenons pas tête à l'Allemagne, la démocratie britannique et la démocratie de l'Europe seront à sa merci. Nous ne ferons pas sortir Hindenburg de la Belgique avec des résolutions votées par les trade-unions, mais avec des canons fabriqués par les trade-unions et une armée de trade-unions derrière ces canons. »

M. Lloyd George a terminé ainsi : « Si quelqu'un dans cette assemblée peut m'indiquer un moyen juste, honorable et équitable de terminer ce conflit sans lutter jusqu'au bout, qu'il me l'indique ! Ma conviction est que l'Angleterre n'a d'autre alternative que de continuer ou de disparaître. » (Radio.)

Le chef du cabinet civil du kaiser quitte son poste

BALE, 18 janvier. — La majorité des journaux berlinois, reprenant à leur compte l'information de la *Gazette de Voss*, disent que le départ de M. de Valentini, chef du cabinet civil du kaiser, est une chose certaine. Son successeur serait le président supérieur de la province de Prusse von Berg. Les organes conservateurs, qui se félicitent vivement de l'arrivée de ce dernier, expriment une joie bruyante du départ de M. de Valentini, auquel ils reprochaient depuis longtemps d'être l'homme de la politique de M. de Bethmann-Hollweg et de n'être pas assez dévoué aux idées des milieux militaires.

L'affaire du « Bonnet Rouge »

Déposition du général Percin

Le général Percin a été entendu, hier après-midi, par le lieutenant Bonduou, substitut du capitaine Bouchardon, celui-ci procédant à l'inventaire des documents du coffre-fort de Florence.

Le général Percin s'est expliqué sur sa collaboration au *Bonnet Rouge*.

Le général Dubail a confirmé l'ordonnance du capitaine Bouchardon refusant d'accorder la mise en liberté provisoire de l'inculpé Marion, administrateur du *Bonnet Rouge*.

L'affaire Turmel

M. Giacobbi, député de la Corse, a été entendu, hier, par le capitaine Mangin-Bocquet.

Le témoin a reconnu qu'à plusieurs reprises, à la Chambre, M. Turmel lui avait parlé du ravitaillement des pays alliés, mais qu'il n'avait attaché aucune importance aux opérations du député des Côtes-du-Nord.

L'assassinat de Jaurès

Raoul Villain, l'assassin de Jean Jaurès, a reçu, hier, dans la cellule qu'il occupe à la Santé depuis 1.158 jours, la visite de M. le conseiller Thomas, président des Assises, accompagné de M. Henri Géraud et d'Alexandre Zévaco, défenseurs de l'accusé.

M. le conseiller Thomas a fait connaître à Raoul Villain qu'il avait commis trois méfaits aliénistes avec mission de déclarer si son état permettait sa comparution devant la Cour d'assises.

On majore l'indemnité des midinettes

Le ministre du Travail, M. Colliard, a eu, hier, la satisfaction de voir signer dans son cabinet une modification à la convention du 8 juin dernier, en ce qui concerne l'indemnité de vie chère accordée aux midinettes.

Mme Paquin, MM. Dérois et Barotte représentaient le comité intersyndical patronal de la couture et des tailleurs; les trois syndicats ouvriers de la Bourse du travail, de la rue de l'Abbaye et de la rue de Séze, ont accepté la nouvelle convention qui, mise en vigueur à dater du lundi 21 janvier, porte de 75 centimes à 1 franc par jour l'indemnité des ouvrières et de 50 à 75 centimes celle des apprenties.

Les Emprunts russes

L'Angleterre prend des mesures pour sauvegarder les intérêts des sujets britanniques. La France agira-t-elle de même ?

Nous avons publié, hier, une dépêche de Petrograd annonçant que le conseil des commissaires avait approuvé le projet de décret relatif à l'annulation de tous les emprunts de l'Etat russe à l'étranger ainsi qu'à l'intérieur, et que les coupons de décembre ne seraient pas réglés.

Le gouvernement anglais, prenant en main les intérêts de ses nationaux porteurs de bons du Trésor russe ou détenteurs d'effets commerciaux sur la Russie, a pris la décision de se substituer à ceux-ci, ainsi qu'il résulte d'une déclaration faite à la Chambre des Communes par M. Bonar Law.

La France va-t-elle adopter cette manière de voir ?

Nous avons posé la question au ministère des Finances.

Au cabinet de M. Klotz, on nous a répondu que le gouvernement n'avait actuellement aucune déclaration à faire à cet égard.

La spéculation illicite sur les métaux

MM. Barillier, Fouché, Jullia, Matrat, Liège et Glèze, experts, ont été commis pour examiner correspondances et comptabilités des cinq industriels poursuivis à la requête du ministre de l'Armement, en vue d'établir s'il y a eu spéculation illicite sur les métaux.

M. Deiss, juge d'instruction, convoquera les prévenus la semaine prochaine.

LE COMTE CZERNIN SE PRONONCE CONTRE LES ANNEXIONS

Il n'y a pas de vues annexionnistes « de notre côté », a dit le premier ministre autrichien.

Le comte Czernin, interrogé sur les négociations de Brest-Litovsk, n'a pas caché qu'elles marchaient avec lenteur et au milieu de grandes difficultés. Il ne s'est pas montré très optimiste quant à leur issue.

Cependant, a ajouté le ministre autrichien, si les pourparlers doivent se rompre, ce ne sera pas par notre faute. Il n'y a pas de vues annexionnistes « de notre côté ».

Ces derniers mots laissent penser que le désaccord subsiste entre l'Autriche et l'Allemagne sur la question des annexions. Le comte Czernin a annoncé d'ailleurs qu'il saisirait la première occasion pour faire connaître sa pensée au sujet du message du président Wilson.

Verra-t-on la divergence des points de vue s'accroître entre Vienne et Berlin ? Ce qui est certain, c'est que le pangermanisme se développe en Allemagne. Il a imposé un nouveau chef de cabinet à Guillaume II. La presse est remplie d'articles sur les garanties et les bénéfices que l'empire allemand doit retirer de la guerre.

C'est dans cette atmosphère que se déroulent les conversations de Brest-Litovsk. M. de Kühlmann les conduit avec l'intention très visible de ne rien céder sur la question des évacuations, toutefois sans obliger les délégués russes à lever la séance.

Parallèlement les pourparlers avec l'Ukraine se développent. Ici, les questions à débattre étant beaucoup moins difficiles, la délégation austro-allemande semble surtout se préoccuper d'arriver dans le plus bref délai à un accord avec la Rada de Kiev, de façon à placer les maximalistes, le plus tôt possible, devant un fait accompli.

Le général Sarrail a déposé

Le général Sarrail, ancien commandant en chef de l'armée d'Orient, est venu déposer, hier après-midi, de 3 h. 1/2 à 4 h. 1/2, devant le capitaine Mangin-Bocquet, dans l'affaire des documents Paix-Saillies.

Le général Sarrail a fourni au magistrat d'excellents renseignements sur le capitaine Mathieu, qui fut attaché à son état-major.

J'ai ignoré, dit-il, les communications faites à M. Paix-Saillies; d'ailleurs, les documents qui ont été communiqués sur l'armée d'Orient ne pouvaient avoir aucune conséquence au point de vue militaire.

Toute la correspondance et toutes les communications concernant la rédaction et l'administration d'« Excelsior » doivent désormais être adressées :

20, RUE D'ENGHEN, PARIS (10^e)

BÉNÉDICTINE "la GRANDE LIQUEUR FRANÇAISE" TONIQUE DIGESTIVE

Les Etablissements JAMET-BUFFEREAU les mieux organisés pour apprendre Sténographie, Comptabilité, etc. - Paris, 96, Rue de Rivoli. Succursales : Nancy, Bordeaux, Marseille. - Prog. gratuit.

Bourse de Paris, 18 janvier 1918

VALEURS	Cours précédent	Cours du jour	VALEURS	Cours précédent	Cours du jour
PARQUET					
3 0/0 (nouveau)	88.50	88.50	100 ^e Franc. 1905	344	344
3 0/0 (ancien)	88.50	88.50	100 ^e Franc. 1906	380	380
3 0/0 (nouveau)	88.50	88.50	100 ^e Franc. 1907	380	380
3 0/0 (ancien)	88.50	88.50	100 ^e Franc. 1908	380	380
3 0/0 (nouveau)	88.50	88.50	100 ^e Franc. 1909	380	380
3 0/0 (ancien)	88.50	88.50	100 ^e Franc. 1910	380	380
3 0/0 (nouveau)	88.50	88.50	100 ^e Franc. 1911	380	380
3 0/0 (ancien)	88.50	88.50	100 ^e Franc. 1912	380	380
3 0/0 (nouveau)	88.50	88.50	100 ^e Franc. 1913	380	380
3 0/0 (ancien)	88.50	88.50	100 ^e Franc. 1914	380	380
3 0/0 (nouveau)	88.50	88.50	100 ^e Franc. 1915	380	380
3 0/0 (ancien)	88.50	88.50	100 ^e Franc. 1916	380	380
3 0/0 (nouveau)	88.50	88.50	100 ^e Franc. 1917	380	380
3 0/0 (ancien)	88.50	88.50	100 ^e Franc. 1918	380	380
3 0/0 (nouveau)	88.50	88.50	100 ^e Franc. 1919	380	380
3 0/0 (ancien)	88.50	88.50	100 ^e Franc. 1920	380	380
3 0/0 (nouveau)	88.50	88.50	100 ^e Franc. 1921	380	380
3 0/0 (ancien)	88.50	88.50	100 ^e Franc. 1922	380	380
3 0/0 (nouveau)	88.50	88.50	100 ^e Franc. 1923	380	380
3 0/0 (ancien)	88.50	88.50	100 ^e Franc. 1924	380	380
3 0/0 (nouveau)	88.50	88.50	100 ^e Franc. 1925	380	380
3 0/0 (ancien)	88.50	88.50	100 ^e Franc. 1926	380	380
3 0/0 (nouveau)	88.50	88.50	100 ^e Franc. 1927	380	380
3 0/0 (ancien)	88.50	88.50	100 ^e Franc. 1928	380	380
3 0/0 (nouveau)	88.50	88.50	100 ^e Franc. 1929	380	380
3 0/0 (ancien)	88.50	88.50	100 ^e Franc. 1930	380	380
3 0/0 (nouveau)	88.50	88.50	100 ^e Franc. 1931	380	380
3 0/0 (ancien)	88.50	88.50	100 ^e Franc. 1932	380	380
3 0/0 (nouveau)	88.50	88.50	100 ^e Franc. 1933	380	380
3 0/0 (ancien)	88.50	88.50	100 ^e Franc. 1934	380	380
3 0/0 (nouveau)	88.50	88.50	100 ^e Franc. 1935	380	380
3 0/0 (ancien)	88.50	88.50	100 ^e Franc. 1936	380	380
3 0/0 (nouveau)	88.50	88.50	100 ^e Franc. 1937	380	380
3 0/0 (ancien)	88.50	88.50	100 ^e Franc. 1938	380	380
3 0/0 (nouveau)	88.50	88.50	100 ^e Franc. 1939	380	380
3 0/0 (ancien)	88.50	88.50	100 ^e Franc. 1940	380	380
3 0/0 (nouveau)	88.50	88.50	100 ^e Franc. 1941	380	380
3 0/0 (ancien)	88.50	88.50	100 ^e Franc. 1942	380	380
3 0/0 (nouveau)	88.50	88.50	100 ^e Franc. 1943	380	380
3 0/0 (ancien)	88.50	88.50	100 ^e Franc. 1944	380	380
3 0/0 (nouveau)	88.50	88.50	100 ^e Franc. 1945	380	380
3 0/0 (ancien)	88.50	88.50	100 ^e Franc. 1946	380	380
3 0/0 (nouveau)	88.50	88.50	100 ^e Franc. 1947	380	380
3 0/0 (ancien)	88.50	88.50	100 ^e Franc. 1948	380	380
3 0/0 (nouveau)	88.50	88.50	100 ^e Franc. 1949	380	380
3 0/0 (ancien)	88.50	88.50	100 ^e Franc. 1950	380	380
3 0/0 (nouveau)	88.50	88.50	100 ^e Franc. 1951	380	380
3 0/0 (ancien)	88.50	88.50	100 ^e Franc. 1952	380	380
3 0/0 (nouveau)	88.50	88.50	100 ^e Franc. 1953	380	380
3 0/0 (ancien)	88.50	88.50	100 ^e Franc. 1954	380	380
3 0/0 (nouveau)	88.50	88.50	100 ^e Franc. 1955	380	380
3 0/0 (ancien)	88.50	88.50	100 ^e Franc. 1956	380	380
3 0/0 (nouveau)	88.50	88.50	100 ^e Franc. 1957	380	380
3 0/0 (ancien)	88.50	88.50	100 ^e Franc. 1958	380	380
3 0/0 (nouveau)	88.50	88.50	100 ^e Franc. 1959	380	380
3 0/0 (ancien)	88.50	88.50	100 ^e Franc. 1960	380	380
3 0/0 (nouveau)	88.50	88.50	100 ^e Franc. 1961	380	380
3 0/0 (ancien)	88.50	88.50	100 ^e Franc. 1962	380	380
3 0/0 (nouveau)	88.50	88.50	100 ^e Franc. 1963	380	380
3 0/0 (ancien)	88.50	88.50	100 ^e Franc. 1964	380	380
3 0/0 (nouveau)	88.50	88.50	100 ^e Franc. 1965	380	380
3 0/0 (ancien)	88.50	88.50	100 ^e Franc. 1966	380	380
3 0/0 (nouveau)	88.50	88.50	100 ^e Franc. 1967	380	380
3 0/0 (ancien)	88.50	88.50	100 ^e Franc. 1968	380	380
3 0/0 (nouveau)	88.50	88.50	100 ^e Franc. 1969	380	380
3 0/0 (ancien)	88.50	88.50	100 ^e Franc. 1970	380	380
3 0/0 (nouveau)	88.50	88.50	100 ^e Franc. 1971	380	380
3 0/0 (ancien)	88.50	88.50	100 ^e Franc. 1972	380	380
3 0/0 (nouveau)	88.50	88.50	100 ^e Franc. 1973	380	380
3 0/0 (ancien)	88.50	88.50	100 ^e Franc. 1974	380	380
3 0/0 (nouveau)	88.50	88.50	100 ^e Franc. 1975	380	380
3 0/0 (ancien)	88.50	88.50	100 ^e Franc. 1976	380	380
3 0/0 (nouveau)	88.50	88.50	100 ^e Franc. 1977	380	380
3 0/0 (ancien)	88.50	88.50	100 ^e Franc. 1978	380	380
3 0/0 (nouveau)	88.50	88.50	100 ^e Franc. 1979	380	380
3 0/0 (ancien)	88.50	88.50	100 ^e Franc. 1980	380	380
3 0/0 (nouveau)	88.50	88.50	100 ^e Franc. 1981	380	380
3 0/0 (ancien)	88.50	88.50	100 ^e Franc. 1982	380	380
3 0/0 (nouveau)	88.50	88.50	100 ^e Franc. 1983	380	380
3 0/0 (ancien)	88.50	88.50	100 ^e Franc. 1984	380	380
3 0/0 (nouveau)	88.50	88.50	100 ^e Franc. 1985	380	380
3 0/0 (ancien)	88.50	88.50	100 ^e Franc. 1986	380	380
3 0/0 (nouveau)	88.50	88.50	100 ^e Franc. 1987	380	380
3 0/0 (ancien)	88.50	88.50	100 ^e Franc. 1988	380	380
3 0/0 (nouveau)	88.50	88.50	100 ^e Franc. 1989	380	380
3 0/0 (ancien)	88.50	88.50	100 ^e Franc. 1990	380	380
3 0/0 (nouveau)	88.50	88.50	100 ^e Franc. 1991	380	380
3 0/0 (ancien)	88.50	88.50	100 ^e Franc. 1992	380	380
3 0/0 (nouveau)	88.50	88.50	100 ^e Franc. 1993	380	380
3 0/0 (ancien)	88.50	88.50	100 ^e Franc. 1994	380	380
3 0/0 (nouveau)	88.50	88.50	100 ^e Franc. 1995	380	380
3 0/0 (ancien)	88.50	88.50	100 ^e Franc. 1996	380	380
3 0/0 (nouveau)	88.50	88.50	100 ^e Franc. 1997	380	380
3 0/0 (ancien)	88.50	88.50	100 ^e Franc. 1998	380	380
3 0/0 (nouveau)	88.50	88.50	100 ^e Franc. 1999	380	380
3 0/0 (ancien)	88.50	88.50	100 ^e Franc. 2000	380	380
3 0/0 (nouveau)	88.50	88.50	100 ^e Franc. 2001	380	380
3 0/0 (ancien)	88.50	88.50	100 ^e Franc. 2002	380	380
3 0/0 (nouveau)	88.50	88.50	100 ^e Franc. 2003	380	380
3 0/0 (ancien)	88.50	88.50	100 ^e Franc. 2004	380	380
3 0/0 (nouveau)	88.50	88.50	100 ^e Franc. 2005	380	380
3 0/0 (ancien)	88.50	88.50	100 ^e Franc. 2006	380	380
3 0/0 (nouveau)	88.50	88.50	100 ^e Franc. 2007	380	380
3 0/0 (ancien)	88.50	88.50	100 ^e Franc. 2008	380	380
3 0/0 (nouveau)	88.50	88.50	100 ^e Franc. 2009	380	380
3 0/0 (ancien)	88.50	88.50	100 ^e Franc. 2010	380	380
3 0/0 (nouveau)	88.50	88.50	100 ^e Franc. 2011	380	380
3 0/0 (ancien)	88.50	88.50	100 ^e Franc. 2012	380	380
3 0/0 (nouveau)	88.50	88.50	100 ^e Franc. 2013	380	380
3 0/0 (ancien)	88.50	88.50	100 ^e Franc. 2014	380	380
3 0/0 (nouveau)	88.50	88.50	100 ^e Franc. 2015	380	380
3 0/0 (ancien)	88.50	88.50	100 ^e Franc. 2016	380	380
3 0/0 (nouveau)	88.50	88.50	100 ^e Franc. 2017	380	380
3 0/0 (ancien)	88.50	88.50	100 ^e Franc. 2018	380	380
3 0/0 (nouveau)	88.50	88.50	100 ^e Franc. 2019	380	380
3 0/0 (ancien)	88.50	88.50	100 ^e Franc. 2020	380	380
3 0/0 (nouveau)	88.50	88.50	100 ^e Franc. 2021	380	380
3 0/0 (ancien)	88.50	88.50	100 ^e Franc. 2022	380	380
3 0/0 (nouveau)	88.50	88.50	100 ^e Franc. 2023	380	380
3 0/0 (ancien)	88.50	88.50	100 ^e Franc. 2024	380	380
3 0/0 (nouveau)	88.50	88.50	100 ^e Franc. 2025	380	380
3 0/0 (ancien)	88.50	88.50	100 ^e Franc. 2026	380	380
3 0/0 (nouveau)	88.50	88.50	100 ^e Franc. 2027	380	380
3 0/0 (ancien)	88.50	88.50	100 ^e Franc. 2028	380	380
3 0/0 (nouveau)	88.50	88.50	100 ^e Franc. 2029	380	380
3 0/0 (ancien)	88.50	88.50	100 ^e Franc. 2030	380	380
3 0/0 (nouveau)	88.50	88.50	100 ^e Franc. 2031	380	380
3 0/0 (ancien)	88.50	88.50	100 ^e Franc. 2032	380	380
3 0/0 (nouveau)	88.50	88.50	100 ^e Franc. 2033	380	380
3 0/0 (ancien)	88.50	88.50	100 ^e Franc. 2034	380	380
3 0/0 (nouveau)	88.50	88.50	100 ^e Franc. 2035	380	380
3 0/0 (ancien)	88.50	88.50	100 ^e Franc. 2036	380	380
3 0/0 (nouveau)	88.50	88.50	100 ^e Franc. 2037	380	380
3 0/0 (ancien)	88.50	88.50	100 ^e Franc. 2038	380	380
3 0/0 (nouveau)	88.50	88.50	100 ^e Franc. 2039	380	380
3 0/0 (ancien)	88.50	88.50	100 ^e Franc. 2040	380	380
3 0/0 (nouveau)	88.50	88.50	100 ^e Franc. 2041	380	380
3 0/0 (ancien)	88.50	88.50	100 ^e Franc. 2042	380	380
3 0/0 (nouveau)	88.50	88.50	100 ^e Franc. 2043	380	380
3 0/0 (ancien)	88.50	88.50	100 ^e Franc. 2044	380	380
3 0/0 (nouveau)	88.50	88.50	100 ^e Franc. 2045	380	380
3 0/0 (ancien)	88.50	88.50	100 ^e Franc. 2046	380	380
3 0/0 (nouveau)	88.50	88.50	100 ^e Franc. 2047	380	380
3 0/0 (ancien)	88.50	88.50	100 ^e Franc. 2048	380	380
3 0/0 (nouveau)	88.50	88.50	100 ^e Franc. 2049	380	380
3 0/0 (ancien)	88.50	88.50	100 ^e Franc. 2050	380	380
3 0/0 (nouveau)	88.50	88.50	100 ^e Franc. 2051	380	380
3 0/0 (ancien)	88.50	88.50	100 ^e Franc. 2052	380	380
3 0/0 (nouveau)	88.50	88.50	100 ^e Franc. 2053	380	380
3 0/0 (ancien)	88.50	88.50	100 ^e Franc. 2054	380	380
3 0/0 (nouveau)	88.50	88.50	100 ^e Franc. 2055	380	380
3 0/0 (ancien)	88.50	88.50	100 ^e Franc. 2056	380	380
3 0/0 (nouveau)	88.50	88.50	100 ^e Franc. 2057	380	380
3 0/0 (ancien)	88.50	88.50	100 ^e Franc. 2058	380	380
3 0/0 (nouveau)	88.50	88.50	100 ^e Franc. 2059	380	380
3 0/0 (ancien)	88.50	88.50	100 ^e Franc. 2060	380	380
3 0/0 (nouveau)	88.50	88.50	100 ^e Franc. 2061	380	380
3 0/0 (ancien)	88.50	88.50	100 ^e Franc. 2062	380	380
3 0/0 (nouveau)	88.50	88.50	100 ^e Franc. 2063	380	380
3 0/0 (ancien)	88.50	88.50	100 ^e Franc. 2064	380	380
3 0/0 (nouveau)	88.50	88.50	100 ^e Franc. 2065	380	380
3 0/0 (ancien)	88.50	88.50	100 ^e Franc. 2066	380	380
3 0/0 (nouveau)	88.50	88.50	100 ^e Franc. 2067	380	380
3 0/0 (ancien)	88.50	88.50	100 ^e Franc. 2068	380	380
3 0/0 (nouveau)	88.50	88.50	100 ^e Franc. 2069	380	380
3 0/0 (ancien)	88.50	88.50	100 ^e Franc. 2070	380	380
3 0/0 (nouveau)	88.50	88.50	100 ^e Franc. 2071	380	380
3 0/0 (ancien)	88.50	88.50	100 ^e		

MARIAGES

Prochainement sera célébré, en l'église russe, rue Daru, le mariage de M. Rade Pachitch, fils du président du Conseil des ministres de Serbie et de Mme Pachitch, avec Mlle Catherine Zotos. A cette occasion, Mme Pachitch donnera une réception intime en ses salons de l'avenue Montaigne, le 25 janvier, à 9 h. 1/2.

DEUILS

Les obsèques de M. Francis Chevassu ont été célébrées hier, à midi, en l'église de la Trinité.

L'absoute a été donnée par l'abbé Lesourd, ami de la famille.

Le deuil était conduit par : M. Bouvier, brigadier au 7^e cuirassiers, beau-frère du défunt, et ses amis intimes, parmi lesquels on remarquait MM. Chastenet, sénateur, André Beauvier, Edmond Cleray, etc.

Du côté des dames : Mme Francis Chevassu, sa veuve ; Mme Verna, sa sœur, et Mme Bouvier, sa belle-sœur.

Dans l'assistance : M. Paul Deschanel, président de la Chambre des députés ; M. Stephen Pichon, ministre des Affaires étrangères ; baron Denys Cochin, comte Greffulhe, M. Lépine, ancien préfet de police ; M. et Mme Henri Lavedan, Mme Robert de Fiers, M. Joseph Reinach, comte de La Mazelière, MM. Gaston Bérardi, André Messager, A. du Bos, docteur Bérillon, Georges Rivollet, Em. Rodocanachi, M. et Mme Georges Lermet, M. et Mme Nicolas Raffalovich, comte de Germiny, etc.

L'inhumation a eu lieu à l'ancien cimetière de Neuilly.

Nous apprenons la mort :

De la comtesse de Valencia, une des personnalités les plus connues et les plus estimées de la colonie espagnole, qui vient de succomber en son domicile de l'avenue de l'Alma. Sa perte sera vivement ressentie par les œuvres de bienfaisance, auxquelles cette femme charitable avait fait depuis le début de la guerre des dons très importants, entre autres à l'Association Valentin Haüy ;

De M. Antoine Grenier, président honoraire à la Cour d'appel de Paris, président du conseil de revision judiciaire de la principauté de Monaco, chevalier de la Légion d'honneur, décédé à soixante-dix-sept ans ;

Du sergent aviateur René Altmeyer, ancien rédacteur sportif de différents journaux, qui s'est noyé dans le lac de Cazaux, non loin d'Arcachon, alors qu'il montait un hydravion. Il était âgé de vingt-deux ans ;

De l'abbé Maurice Salomon, curé de Saint-Jean-Baptiste de Neuilly, décédé à soixante-deux ans ;

De l'écuyer Jacques de Saint-Roman, mort à Laval. Il avait épousé Mlle de La Barre, et son fils aîné a été tué à l'ennemi ;

Du capitaine pilote aviateur Adalbert Josse, neveu du commandant Josse, député de l'Eure, qui a succombé, âgé de vingt-quatre ans, aux suites d'un accident survenu dans un camp d'aviation.

BIENFAISANCE

Le comité de Genève de l'Association nationale des orphelins de la guerre a reçu du maréchal Joffre un don de 1.000 francs, accompagné d'une lettre autographe.

Prière d'adresser les avis de Naissances, Mariages, Décès, etc., à l'Office des Publications, 24, boulevard Poissonnière. Téléphone Central 52-11. Bureaux : 9 à 6 heures ; dimanches et fêtes, 11 à 12 heures, 5 à 6 heures. Prix spéciaux consentis à nos abonnés.

Pour assainir la bouche,
Raffermir les dents, déchaussées,
Calmer les gencives douloureuses,
le Coaltar Saponiné Le Beuf
est un produit de premier choix.

Se méfier des imitations que le
succès de ce produit bien français a
fait naître.

DANS LES PHARMACIES

par suite de décès, est offerte dans vieille affaire industrielle de 1^{er} ord. Rouen, 7, r. Tréaigue, Paris.

CAPITAUX DISPONIBLES
pour Affaires industrielles et commerciales
ESCOMPTE, OUVERTURES A CREDIT
OPERATIONS SUR VALEURS DE BOURSE etc
Banque, 55, Rue Caumartin.

VILLÉGIATURES
La Côte d'Azur

CAP-FERRAT Le GRAND-HOTEL
Magnifique situation entre Nice et Monte-Carlo.
Bristol Majestic, Condamine, Face mer, 9 m. Casino

MONTE-CARLO (Beauvillier, 1^{er} et 2^e)
HOTEL SUISSE
Confort moderne. Pension de 10 à 14 francs.

NICE HOTEL DES ANGLAIS ET RUSS
Directeur : J. ALETTI, de Vichy.

NICE RIVIERA-PALACE
-CIMIEZ

Séjour idéal. — Parc de 30.000 mètres.
Service d'autobus entre l'Hotel et le Casino.

NICE L'ATLANTIC Le plus récent.
Grand confort.

NICE HOTEL NEGROSCO Promenade des Anglais.
Ouverture depuis le 1^{er} novembre

NICE HOTEL O'CONNOR sur jardin. Séjour
d'automne. Arrangements pour familles.

NICE HOTEL PETROGRAD 2^e confort.

NICE HOTEL PRINCE DE GALLES
Nouvellement installé. Cuisine soignée.

NICE CAMEL Tenuis-garage
Des plus modernes. Jardin magnifique. Jos. AOID.

NICE LA COTE D'AZUR et les Alpes
françaises — publie chaque semaine la Liste
officielle des Etrangers. L'Office de la Côte d'Azur
reçoit sur villes, pensions, hôtels et sur toute
la Riviera. — Reçoit les abonnements pour Excelsior.

VERNET BAINS (Py-Orient).
Thermal ouvert toute l'année. Eaux sulfureuses.
HOTEL DU PORTUGAL, VILLAS, SENEQUE, directeur.

La Montagne
HOTEL LES BAINS (Py-Orient).
Thermal ouvert toute l'année. Eaux sulfureuses.
HOTEL DU PORTUGAL, VILLAS, SENEQUE, directeur.

VERNET BAINS (Py-Orient).
Thermal ouvert toute l'année. Eaux sulfureuses.
HOTEL DU PORTUGAL, VILLAS, SENEQUE, directeur.

VERNET BAINS (Py-Orient).
Thermal ouvert toute l'année. Eaux sulfureuses.
HOTEL DU PORTUGAL, VILLAS, SENEQUE, directeur.

EXCELSIOR

LA RÉSISTANCE ITALIENNE SUR LES BORDS DE LA PIAVE



DEUX SOLDATS EXÉCUTENT UNE MANŒUVRE PÉRILLEUSE

L'artillerie ennemie, dont l'activité est incessante, a endommagé la rude forteresse des fils de fer barbelés dressés par nos vaillants alliés sur les bords de la Piave. Nous voyons ici deux soldats italiens —

deux braves — qui, au risque de leur vie, véritables cibles humaines, rétablissent, sous le feu de l'ennemi, la ligne harmonieuse de leur défense. La consigne, là-bas comme ici, est : « On ne passe pas ! »

B L O C - N O T E S

UNE décision du Syndicat des éditeurs avait déjà, il y a quelque temps, porté le livre « ordinaire », le livre-type de la librairie française, de 3 fr. 50 à 4 francs. Il me revient que ce n'est pas fini. La course échevelée du 3.50 serait, paraît-il, destinée à l'emporter plus loin encore : il deviendrait un 4.50, peut-être un « cent sous ». La raison de cette élévation progressive du prix du livre ? L'élévation du prix de la matière première.

Telle est l'explication que les éditeurs donnent de leur décision, et je ne saurais que l'accepter. Il existe un certain nombre d'hommes de lettres qui entendent quelque chose à la partie matérielle de leur profession : je les admire, je les envie, mais je n'en suis pas. Je pousserai même la probité, dans l'exposé des faits de la cause jusqu'à produire de moi-même cet argument : les journaux quotidiens qui, jadis, se vendaient un sou, se sont mis à deux sous — sur l'ordre impératif du gouvernement, d'ailleurs. C'est une augmentation de prix de 100 pour 100. A ce compte-là, le 3.50 devrait se vendre 7 francs.

Seulement, j'ose avancer qu'il y a dans cette affaire un élément moral dont il serait peut-être prudent de ne pas négliger l'importance. On peut dire qu'actuellement un livre qui se vend à dix mille exemplaires constitue ce qu'on appelle un assez joli succès — et assez rare. Si, sur chaque volume, l'éditeur abandonne à l'auteur 70 centimes, celui-ci voit presque de la générosité : 60 centimes est un droit plus habituel. Ce sera donc de 6.000 à 7.000 francs que touchera l'auteur. On reconnaîtra, d'autre part, qu'il faut au moins un an pour faire un bon livre. Conclusion : il est un peu plus avantageux d'être ouvrier dans une usine de munitions à 18 francs par jour qu'écrivain de langue française.

Cependant, les écrivains ne se plaignent pas. Ils savent qu'ils travaillent « pour la gloire », et beaucoup se résignent, afin de nouer les deux bouts, à exercer un autre métier, conjointement avec la littérature. En somme, ils ne demandent pas à gagner de l'argent, ils ne demandent qu'à être lus. Or, si on élève le prix qu'on demande au public de leurs ouvrages il y a de fortes chances pour qu'on vende moins de ceux-ci, surtout en temps de guerre. L'auteur y perdrait donc moralement.

L'auteur y perdrait de plus matériellement, car il est à noter que le plus grand nombre des éditeurs, en élevant le prix des volumes, ne font point participer celui-ci à l'augmentation de prix.

Je ne récrimine pas, je me contente d'exposer philosophiquement la situation. Et je conclus seulement qu'il vaut mieux vendre du papier que d'écrire dessus.

Pierre MILLE.

Voulez-vous parier ?

Voici un petit jeu qui ne fait de mal à personne, et qui peut même rapporter de jolis bénéfices. Il se joue beaucoup chez nos amis anglais : c'est le pari sur la date de la paix.

Il y a de ces parieurs en masse, et il y a de grandes sociétés qui tiennent les paris et font la contre-partie, autrement dit qui se livrent à l'industrie de bookmaker, parfaitement licite outre-Manche.

Voici la cote actuelle du Lloyd : on donne la paix avant le 31 mars 1918 à environ vingt contre un ; à six contre un, la paix au 30 juin ; à trois contre un, la paix au 30 septembre ; enfin, à égalité, la paix pour la fin de l'année.

C'est-à-dire que pour gagner 100 livres, il faut risquer 5 livres 5 pour le 31 mars ;

15 livres 15 pour le 30 juin ; 31 livres 10 pour le 30 septembre, et 52 livres 10 pour le 30 décembre.

Voyez la cote, la balle cote !

A PROPOS D'ALMANACHS

Je ne puis considérer sans quelque mélancolie les petits calendriers qu'en ce premier mois d'une année nouvelle nos fournisseurs veulent bien nous octroyer, lorsqu'il nous arrive de faire — au poids de l'or ou, plus exactement, au poids du papier — une emplette quelconque.

Lesdits almanachs nous sont offerts gracieusement — c'est-à-dire avec le plus aimable sourire d'une svelte vendeuse, tout de noir vêtue, — mais tant de grâce ne suffit pas à atténuer leur caractère nettement attristant.

Il faut penser à ce programme « illustré et complet » que nous avons l'habitude de consulter, au théâtre, avant que les spectateurs ne soient assis, le rideau levé et la pièce en marche (toutes opérations simultanées, bien qu'apparemment contradictoires).

Un calendrier n'est-il pas exactement le programme d'une année ? Dans l'instant que nous feuilletons celui de 1918, il nous donne toutes sortes de précisions au sujet des fêtes mobiles, de l'épacte et du nombre d'or ; il nous fait savoir à quelle heure — selon le rythme variable des saisons — le soleil effectuera son petit lever ; il met chaque période de vingt-quatre heures sous le vocable d'un saint patron, et, enfin, il nous montre des lunes tout à tour croissantes comme les impôts de guerre ou décroissantes comme nos revenus. Mais les almanachs ne sauraient nous dire avec certitude de quoi sera fait demain ! Ils renferment, sous un volume restreint, tout l'inconnu... l'énigme insondable du Futur ! Et si leur vue m'émeut d'une vague détresse, c'est justement parce qu'ils ont l'audace de formuler d'avance, de situer ce qui est encore actuellement le mystérieux avenir...

Toutefois, je dois constater avec impartialité qu'ils comportent certains détails comiques, notamment un curieux mélange de mysticisme et de publicité. Je cite, au hasard, trois lignes empruntées à l'almanach que j'ai sous les yeux (page JANVIER) :

13 D Baptême de Jésus-Christ.
14 L EXPOSITION DE BLANC.
15 M Saint Maur.

EXPOSITION DE BLANC ! Cela semble une allusion aux récentes chutes de neige !

J'ai une prédilection très marquée pour les éphémérides d'où l'on détache, chaque matin, le feuillet périmé de la veille. Ce geste quotidien d'arrachement rituel a presque la valeur d'un symbole. La chute d'une feuille est toujours quelque chose d'assez poignant, même lorsqu'elle ne tombe pas d'un arbre. Et pour sur la terre humide, où s'embrasse le passé béant, c'est aussi triste... pour une feuille ! — SIMONE DE CAILLAVET.

Histoire de timbres-poste

Les journaux ont annoncé que la fameuse collection de timbres-poste, réunie à grands frais par M. Philippe La Renotière von Ferrary, connue sous le nom de « collection Ferrary », et qui valait plusieurs millions, avait été léguée au Musée postal de Berlin par son propriétaire, mort en Suisse l'été dernier.

Cette collection, formée à Paris sous la direction d'experts français, constituait un trésor unique au monde, car elle renfermait des pièces tout à fait introuvables, notamment : l'unique timbre de 1 cent de la Guinée anglaise émis en 1856, lequel valait à lui seul un prix fabuleux ; cinq des timbres ronds de 2 cents de la même Guinée, émis en 1852, et qui ont été vendus jusqu'à 36.250 francs les deux, et cinq des précieux timbres de l'île Maurice émis

en 1847, dont des exemplaires ont trouvé acquéreurs à 87.500 francs.

C'est donc une perte pour les philatélistes français, qui pouvaient espérer que cette merveille serait léguée à notre pays.

Mais les journaux ajoutent que ce La Renotière von Ferrary serait le fils de la feue duchesse de Galliera, qui vécut longtemps à Paris et qui y fut célèbre pour deux faits : c'est dans son hôtel que le duc de Bragança, depuis roi de Portugal, épousa la princesse d'Orléans, événement qui amena l'expulsion des princes de notre pays ; c'est elle qui légua à la Ville de Paris la magnifique propriété où est installé le musée qui porte son nom.

Or, sur cette filiation de l'homme qui a fait l'Allemagne son héritière, il peut y avoir des doutes.

La duchesse de Galliera était l'épouse du marquis Ferrary (par un i et non par un y), richissime Génois que le roi Victor-Emmanuel avait fait prince de Lucédia et le pape duc de Galliera. On ne voit pas dans ces divers noms celui de La Renotière, ni le von du duc de cuius en question.

La duchesse de Galliera avait, en effet, un fils qui était fort original. Il se faisait appeler Ferrary tout court, ne voulait point des titres paternels, et, avec sa grosse fortune, s'amusa, devinez à quoi ? A exercer la fonction d'interrogateur ou colleur d'histoire dans des établissements scolaires.

Pendant qu'il interrogeait un élève, il aimait à prendre le chapeau de celui-ci et à s'en servir pour jongler.

A-t-il poussé l'originalité jusqu'à se faire Allemand de cœur, c'est ce qu'il serait curieux de savoir exactement.

LE PONT DES ARTS

De la très bonne étude qu'il a donnée à la Renaissance sur la bataille de l'Ourcq, M. Paul-Henry Courrière a tiré un livre qui paraîtra prochainement sous le titre de : *Comment fut sauvé Paris*, avec une lettre-préface du général Maunoury, l'ancien et glorieux chef de la 6^e armée.

LE VEILLEUR.

THÉÂTRES

Pour les amateurs de musique. — Que de fois n'a-t-on pas entendu déplorer par les amateurs de musique la situation d'infériorité dans laquelle la pauvreté de Paris en salles de concerts place notre capitale vis-à-vis des autres centres artistiques d'Europe ! Et pourtant, nous possédons une salle de musique idéale, d'acoustique parfaite, très confortable et contenant deux mille places, possédant un grand orgue et enrichie d'innombrables souvenirs artistiques : cette salle, c'est le Cirque d'Hiver, où, pendant un quart de siècle, le vaillant chef d'orchestre Pasdeloup fit l'éducation musicale de toute une génération. Les habitudes de ces concerts parlent encore avec regret et attendrissement des belles émotions d'art qu'ils éprouvèrent dans ce cadre, merveilleusement adapté au plaisir symphonique, où furent révélés tant de chefs-d'œuvre.

Eh bien, les *Concerts Pasdeloup* vont renaître. Le Cirque d'Hiver, remis à neuf et admirablement desservi par les nombreuses lignes de tramways et de métro de la place de la République, va être rendu à la Musique ! Dès la fin de ce mois, de grands concerts symphoniques seront donnés, tous les jeudis en matinée, avec un magnifique orchestre, des chœurs et les meilleurs solistes de Paris. Les deux premiers concerts seront dirigés par Henri Rabaud. Les principaux chefs-d'œuvre du répertoire classique et moderne seront passés en revue au cours de cette saison dont nous publierons bientôt le programme détaillé.

Capucines. — *Comme une fleur* ! la nouvelle revue de MM. Michel Carré et André

Samedi 19 janvier 1918

Barde, sera donnée en matinée demain dimanche, à 2 h. 30, avec toute sa belle interprétation.

Caumartin. — Aujourd'hui, 2 h. 45, 1^{re} matinée de *C'est la Noubia*, la nouvelle revue. Réjane. — Qui n'a pas vu Mme Réjane dans *La 13^e Chaise* n'a rien vu ! C'est un énorme triomphe pour la célèbre comédienne et pour ses partenaires : Tarride, Marguerite Caron, Armand-Bernard, Barbier, Marney, Georges Lisle ; Carère et Monna Delza. Demain dimanche, matinée et soirée.

Electric-Palace, 5, boulevard des Italiens. Spectacle de 2 h. à 11 h.

AUJOURD'HUI
AUX FOLIES-BERGÈRE
MATINÉE POPULAIRE
FAUTEUILS : 1, 2 et 3 fr.
LA REVUE FÉRIQUE
avec
VILBERT, G. WEBB
les Américains
HAMMOND et SWANTSON
LE PLUS GRAND SUCCÈS DE LA SAISON

BA-TA-CLAN
LA
GRANDE
REVUE
EST JOYEUSE
SPIRITUELLE
SOMPTUEUSE
et admirablement
INTERPRÉTÉE
DEMAIN MATINÉE
Location : Roquette 30-12

CONCERT
VICTORIA
61, rue du Château-d'Eau (métro). Nord 39-05
L'AUDITION, 1 acte inédit de Nozière
J. DE FÉRAUDY
RACHEL LAUNAY
Dem. mat., Georgius, Mars-Moncy, Fauvette, Wadda

AU BON THÉÂTRE
32 ter, QUAI DE PASSY
Dimanche 20 janvier, à 2 h. 1/2
CHRISTUS
Location : 4, av. de Breteuil. Tél. Saxe 66-12

La Journée :

Opéra, 7 h. 30, *Henry VIII*.
Comédie-Française, 1 h. 45, générale de *la Triomphatrice* ; 8 h., *l'Abbé Constantin*.
Opéra-Comique, 8 h., *Sapho*.
Odéon, 2 h., *Marion Delorme* ; 7 h. 45, *Phèdre*, Répétition d'*Esther*.
Gaité-Lyrique, 8 h., *les Saltimbanques*.
Vaudeville, 8 h. 30, *la Marmite de l'escouade*.
Variétés, 8 h. 15, *Polichinelle* et *Perlimpinet*.
Gymnase, 8 h. 45, *Petite Reine* (dernières).
Porte-St-Martin, 2 h. 15 et 8 h. 15, *Grand-Père*.
Antoine, 8 h. 10, *les Butors* et *la Fénêtre*.
Trion-Lyrique, 2 h. 15, *la Marjolaine* ; 8 h., *le Domino noir*.
Châtelet, 8 h., *la Course au bonheur*.
Sarah-Bernhardt, 8 h. 30, *les Nouveaux riches*.
Th. Réjane, 8 h. 15, *la 13^e chaise*.
Apollo, 8 h. 15, *l'Homme à la clef*.
Palais-Royal, 8 h. 30, *le Compartiment des dames seules*.

Athénée, 8 h. 30 et 8 h. 30, *la Dame de chambre*.
Boite de Parisiens, relâche pour répétition.
Nouvel-Ambigu, 2 h. 30 et 8 h. 30, *le Système D*.
Renaissance, 8 h. 30, *les Drôles d'Heracles*.
Cluny, 8 h. 30, *le Billet de logement*.
De 8 h. 30, *les Femmes à la ussène*.
Edouard-VII, 4 h., samedi musical ; 8 h. 45, *la Petite bonne d'Abraham*.

Femina, relâche pour répétition de la revue *Chut*.
Capucines, 8 h. 30, *Comme une fleur*, revue ; *Carte de couchage*.
Th. Michel, 8 h. 45, *Judith*.
Grand-Guignol, 8 h. 15, *Voyage à deux* ; *les Monstres*.

Scala, 8 h. 30, *la Gare régulatrice*.
Comédie-Marguery, 8 h. 30, première de *l'Art de tromper les femmes*.

Gaumont, 2 h. 45 et 8 h. 45, *C'est la Noubia*.
Th. des Arts, 8 h. 30, *le Pouillier*.

SPECTACLES DIVERS

Folies-Bergère, 2 h. 30 et 8 h. 30, *la Revue féerique*.
Olympia, 8 h. 30, *Vingt vedettes et attractions*.
Casino de Paris, 8 h. 30, Gaby Deslys, Harry Pilker, Boucot, Ross, Amy, Pretty Myrtil, Magnard, dans la revue.

Ba-Ta-Clan, 8 h. 30, *Ca mord !* grande revue d'hiver. Location Roqu. 30-12.

Nouveau-Cirque, tous les soirs ; matinée jeudi, samedi et dimanche.

Concert Victoria (61, r. Chât.-d'Eau), téléph. Nord 39-05. J. de Féraud, Rachel Launay, Georgius, etc.

CINEMAS

Gaumont-Palace, 8 h. 15, *la Nouvelle Mission de Judex* (1^{er} épisode). Loc. 4, r. Forest, 11 à 12 et 15 à 17 h. T. Marc. 16-73.

Electric Palace, 5, bd des Italiens. Spectacle de 2 h. à 11 h., *la Nouvelle Mission de Judex*.

Maladies de la Femme

LE FIBROME

Sur 400 femmes il y en a 90 qui sont atteintes de Tumeurs, Polypes, Fibromes et autres engorgements, qui gênent plus ou moins les fonctions de l'organisme et qui expliquent les Hémorragies et les Pertes qu'elles éprouvent. Les femmes atteintes de ces maladies souffrent de douleurs, de maux de reins, de constipation, de troubles de la circulation du sang, d'accidents du RETOUR D'ÂGE, d'étourdissements, de choleurs, de vapeurs, de congestions, de varices, de phlébites.

Il est bon de faire chaque jour des injections avec l'HYGIÉNIQUE DES DAMES (1 fr. 50 la boîte, + 0 fr. 20 pour l'impôt).

La JOUVENCE de l'Abbé SOURY se trouve dans toutes les Pharmacies ; le flacon, 4 fr. 25, franco gare, 4 fr. 85. Les quatre flacons, 17 fr. franco contre mandat-poste adressé à la Pharmacie Mag. DUMONTIER, à Rouen.

Ajouter 0 fr. 50 par flacon pour l'impôt.

Bien exiger la Véritable JOUVENCE de l'Abbé SOURY avec la signature Mag. DUMONTIER.

(Notice contenant renseignements gratuits.) 238

LA HERNIE

est radicalement supprimée par la nouvelle découverte du grand spécialiste de Paris, M. A. Clacrie. Tous les hernieux soucieux de leur santé, qui veulent vivre et travailler sans fatigue ni appréhensions, doivent demander aujourd'hui même à M. A. Clacrie, 234, faubourg Saint-Martin, à Paris, le magistral « Traitement de la Hernie », qui contient la description de cette belle découverte.

Applications tous les jours (même dimanches et fêtes) de 9 heures à 7 heures (Métro : Louis-Blanc).

PNEUS A CORDES
PALMER
LE CRÉATEUR DE LA CHAÎNE TRIPLE REVUEUR
24, boulevard de Villiers, Levallois-Perret (Seine)

1^{re} VENTE SUR SOUMISSIONS CACHETÉES

chaque voiture ou pièce détachée formant un lot distinct, de :

100 AUTOMOBILES MILITAIRES RÉFORMÉES

2^e VENTE AUX ENCHÈRES PUBLIQUES

50 MOTOCYCLETES, 20 MOTEURS, 20 PONTS ARRIÈRE

15 DIRECTIONS, 20 BOITES DE VITESSE

DES VEHICULES ET PIÈCES AU CHAMP-DE-MARS (Emplacement de l'ancienne Galerie des Machines)

Pour les Motocyclettes et pièces détachées du 12 janv. au 27 janv. Pour les Voitures. du 12 janv. au 25 janv.

Période pendant laquelle les soumissions seront reçues (pour les voitures) sera prononcée le 28 janvier pour les motocyclettes et pièces. le 26 janvier pour les voitures.

L'ADJUDICATION A 14 HEURES. CONSULTEZ LES AFFICHES

AFTERNOON TEA 2.50 "GRAND CAFÉ" 1, rue Scribe, 14, boulevard des Capucines

Le gérant : VICTOR LAUVERGNAT. Imprimerie, 19, rue Cadet, Paris. — Volumard.